

Poids plume



Par Didier Le Du • Publié le 30 Avr 2026 •

La Bretagne reste une puissance agricole majeure. Première région d'élevage, socle des filières porc, lait, volaille, et légumes, elle nourrit largement le pays. Mais cette force économique a perdu du poids dans les lieux de pouvoir.

Les faits s'accumulent. En mars, la Coordination rurale perdait sa figure bretonne la plus visible. Le 16 avril, le nouveau bureau de la FNSEA était dévoilé : aucun Breton parmi les 23 membres. Seule la Confédération paysanne, moins influente, maintient deux représentants issus de la région. **À Paris, la voix bretonne s'affaiblit. Et le mouvement dépasse les syndicats : fédérations, interprofessions, instituts techniques, etc.**

Ce n'est pas anecdotique. Ces instances fixent le cadre des négociations, arbitrent les priorités, orientent les textes. Moins de Bretons autour de la table, c'est moins de capacité à peser sur les normes, à défendre les soutiens, à porter les spécificités des filières.

Moins de Bretons autour de la table, c'est moins de capacité à peser

Par ricochet, les rapports de force se déplacent. Les bassins céréaliers, plus proches du pouvoir, imposent leur lecture. De fait, le « modèle » d'élevage breton recule dans la hiérarchie des priorités, d'autant plus que les conjonctures animales sont favorables, comme aujourd'hui.

Le calendrier, lui, n'attend pas. La prochaine Pac (2028-2032) se prépare déjà. Derrière cette réforme, des sujets lourds : renouvellement des générations, pénurie de main-d'œuvre, pression réglementaire, décapitalisation des cheptels. Autant de dossiers où la représentativité pèsera sur les arbitrages.

Sans relais solides, la Bretagne risque de subir plus que d'influencer. Or, défendre un modèle d'élevage intensif en emplois, ancré dans les territoires, suppose d'être présent là où se décident les règles du jeu.

Une puissance agricole qui ne se fait plus entendre devient une puissance relative.